L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 25 OCTOBRE 1878. 52me Année

DUFOUR & LIBERT, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI 25 OCTOBRE 1878.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par Placide J. Spear, au coin des rues Royale et Bienville,—le contenu du magasin de meubles de J. Gallaher.

LA SITUATION.

Il n'y a guères plus d'un an que la population de cette ville qui avait pris en main la défense des droits de l'Etat opprimé, est parvenue, après huit années de luttes et de sacrifices, à installer au pouvoir le gouvernement d'Etat choisi par le peuple. Le parti radical vaincu mais non découragé, a eu recours à des combinaisons nouvelles et faisant appel aux mécontentements et aux préjugés, il a formé une coalition à l'aide de laquelle il espère reprendre son ascendant et parvenir à s'emparer de l'administration des affaires de la ville et à faire triompher ses candidatures locales pour la législature, dans l'espoir que leur succès lui donnerait la majorité dans l'une ou l'autre chambre.

Dans de pareilles conditions, c'était un devoir non moins qu'une nécessité politique pour les démocrates-conservateurs de maintenir l'union qui leur avait permis un triomphant de l'ennemi commun d'affranchir d'abord la Nouvelle-Orléans puis la Louisiane entière d'un joug à la fois ruineux et détesté. Il leur importait de compléter leur œuvre en purifiant l'atmosphère politique compromise par les pratiques corruptrices d'un régime de huit années pendant lequel tous les intérêts publics avaient été sacrifiés aux convoitises personnelles d'une bande d'aventuriers affamés.

Nous avions espéré qu'il en serait ainsi et nous comptions pour arriver à ce résultat sur l'autorité et l'influence qui eussent dû légitimement appartenir aux nobles patriotes qui avaient sacrifié leur fortune, leur temps et risqué leur existence pour combattre le radicalisme. Mais la détresse causée par les dilapidations éhontées de la fortune publique jointes aux Warmoth et Kellogg, avait laissé de profondes atteintes dans notre population si durement éprouvée. La misère est mauvaise conseillère et elle désorganise facilement ceux qui ne sont pas soutenus par des principes solides de morale et de vertu.

Le nombre des gens sans moyens d'existence s'était accru d'une façon démesurée et il fallait s'attendre à voir les emplois publics recherchés par dix fois plus d'aspirants qu'il n'y en avait aux époques de prospérité. C'était là un danger dont nous avions prévu les conséquences mais qu'il était difficile d'éviter.

Naturellement, les chercheurs de places ont eu recours pour triompher de leurs compétiteurs aux intrigues et aux manœuvres qui sont un des vices les plus marquants du fonctionnement pratique des institutions républicaines dans ce pays.

Depuis quelques années, la classe des politiciens considérablement augmentée, appuyée sur la classe encore moins scrupuleuse des agents subalternes qu'on appelle les *ward hummers*, était arrivée à se rendre complétement maîtresse dans le parti démocrate-conservateur du mécanisme des élections primaires et par conséquent du choix des candidats aux fonctions publiques.

Les contribuables qui paient les taxes, les commerçants et les industriels qui représentent les grands intérêts matériels de la communauté, ne pouvaient sans s'émouvoir, se voir systématiquement exclus du privilége de participer à la désignation de candidats qu'on leur demandait ensuite d'appuyer de leur influence, de leurs votes et surtout de leur argent.

Un pareil système poussé à outrance, devait amener, tôt ou tard, une scission. Elle vient de se produire à l'occasion du choix des candidats pour la prochaine élection municipale. Nous la regrettons profondément, car nous n'envisageons pas sans crainte les conséquences qu'elle peut avoir pour notre Etat, mais la vérité nous oblige à reconnaître que la responsabilité en retombe sur les meneurs de parti qui n'ont pas suffisamment compris que la masse des non politiciens avait certains droits qu'elle ne pouvaient éternellement méconnaître.

On a vu, par l'adresse que nous avons publiée, que l'Association des Citoyens avait vainement cherché à faire sanctionner les nominations régulières du parti démocrate-conservateur de façon à obtenir qu'elles fussent satisfaisantes et acceptables au point de vue des intérêts généraux. Lorsque ces nominations ont été soumises publiques, l'impression générale, dont nous nous sommes faits l'écho, a été loin d'être favorable. Sans doute, la liste contenait quelques noms excellents d'honnêtes indépendants, noms que les meneurs avaient cru utile de mettre en avant pour désarmer l'opinion publique, mais la composition de l'ensemble et la manière dont les votes avaient eu lieu, l'indiquaient que trop que la liste était le résultat d'une combinaison ou d'un partage entre les diverses coteries de politiciens qui contrôlaient la convention. C'était évidemment une affaire arrangée à l'avance avec le manteau de la cheminée.

Les dangers d'une division nous paraissaient, cependant, si graves que nous avions engagé l'Association des Citoyens à demander au comité de paraître une conférence pour obtenir certaines concessions et certains changements qui rendissent la liste plus acceptable. Il paraît que le comité de paraître a repoussé toutes les ouvertures et a affecté de ne pas reconnaître l'existence et le caractère d'un corps de citoyens qui représente certainement la plus grande partie des intérêts matériels de la ville et qui avait certes droit à une voix consultative dans le choix des hommes qui doivent être chargés d'administrer les affaires de la corporation ou de représenter ses intérêts à la Législature.

Repoussés dans ses tentatives, l'Association des citoyens s'est décidée à présenter aux suffrages des électeurs une liste distincte de candidats. On pu lire cette liste ainsi que l'adresse qui l'accompagne. Nous nous expliquons naturellement au sujet de l'adresse et nous dirons ensuite avec la même franchise et en toute indépendance notre opinion sur les candidatures.

Depuis la fin de la guerre de sécession, nous n'avons toujours soutenu, dans ces colonnes, la cause du parti démocrate et nous continuerons à le soutenir, parce que nous ne croirons à la tranquillité des Etats du Sud parfaitement assurée et leurs droits complétement garantis que lorsque nous verrons le pouvoir exécutif fédéral et les deux branches du pouvoir législatif entre les mains de ce parti.

Pour ce qui concerne notre Etat en particulier, nous croyons fermement que l'œuvre du parti démocrate est loin d'être terminée. Elle ne sera achevée que lorsque la dernière tête de l'hydre du radicalisme aura été coupée, lorsqu'il ne restera plus rien de cette organisation établie sur le vénalité et la corruption et qui n'avait qu'un seul et unique objet : l'exploitation des richesses et des ressources publiques et particulières de la Louisiane au profit de ses membres.

Tant que cette organisation ou les débris qui en restent, n'auront pas complétement disparu, nous croirons que la lutte n'est pas finie et nous considérerons le parti démocrate comme un instrument indispensable pour en finir avec l'ennemi commun.

Cela dit, nous sommes à l'aise pour apprécier la détermination prise par l'association des citoyens.

Nous nous plaisons d'abord à reconnaître l'honorabilité parfaite des motifs qui ont fait agir les membres de l'association et le désintéressement absolu qui les a guidés. La première partie de l'adresse a donc notre approbation entière. Nous devons faire nos réserves pour ce qui concerne la seconde partie, car nous croyons préférable voir l'association présenter un liste sous les auspices du parti démocrate-conservateur, tout en faisant appel aux citoyens honnêtes qui auraient voulu se détacher de l'ancien parti républicain.

..Le fusion ne pourra se faire complétement, selon nous, que lorsque nous n'aurons plus à craindre de voir revivre sous aucune forme, ni sous aucun nom, l'ancienne organisation radicale.

Si le but de l'association était de démontrer aux meneurs de wards qu'ils ne pouvaient continuer à imposer leur choix à la majorité des votants du parti démocrate conservateur, il valait mieux conserver aux candidatures le même titre et ne modifier la liste que pour les emplois les plus essentiels à l'intérêt général, ceux de l'administration municipale et de la Législature.

Quoqu'il en soit, il y a deux listes en présence et la probabilité est que les électeurs exerceront à leur tour leur jugement et leur discrétion en votant pour les candidats qui leur paraîtront posséder au plus haut degré les conditions d'honorabilité, de capacité et d'indépendance. Nous reviendrons sur ce sujet.

RETOUR DE M. TUJAGUE.—M. Tujague, secrétaire-trésorier de l'Union française, dont nous avions annoncé prématurément l'arrivée, est de retour à la Nlle-Orléans depuis mercredi soir. Son séjour à New York a été mis utilement à profit dans l'intérêt de l'œuvre à laquelle il a pris une part si active. Pendant son absence, M. Tujague a eu un enfant malade de la fièvre jaune, heureusement, il l'a trouvé en convalescence.

LA FIÈVRE JAUNE A ST. JEAN BAPTISTE.—Nous recevons la lettre suivante ;

St. Jean Baptiste, 24 Oct. 1878.

M. le Rédacteur,

Deux morts hier de la fièvre jaune dont un était notre shérif, M. Joseph T. Barcard, beau-frère de M. Dumas. M. Barcard jouissait de l'estime de tous ; sa mort ajoute à nos regrets sincères.

Très respectueusement,

MERCHAD.

LOUISIANE.

Le *Sugar Planter* de West-Baton-Rouge du 14 octobre, nous annonce que la paroisse n'est pas encore délivrée de l'épidémie, mais les nouveaux cas cèdent plus aisément au traitement.

—Voici la liste des personnes mortes :

L'enfant de M. Duerce (de la ville) ; Louisa Knox, c.; E. Hereford, c.; Francis Jefferson, c.; Paul——(palfrenier de M. Heintz) V. F. Doiron ; Ben Jones, c.; Mme L. S. Hereford ; Mme Ellie Doiron ; Jacob Marx ; Corinne Dion Dubroca et deux hommes de couleur chez M. Leverra, noms inconnus.

Il y a eu soixante dix-sept cas, de l'apparition du fléau au 19 octobre.

Nous trouvons, dans le *Chief* de Donaldsonville, du 19 octobre, une liste des décès causés par la fièvre jaune dans différentes localités de la paroisse Ascension :

Donaldsonville.—Ed. Cheevers, 2 ans ; Francia Cocorailo, 37 ans ; Antonio ——, 1 an ; Wm. Green, couleur, 48 ans ; Ouida Harrison, 23 ans, Rose Hine, 9 mois ; Emile Braud, 6 ans ; Chas. H. Riley, 5 ans ; Stella Landry, 5 ans ; Maud Hilton, 8 ans ; Désiré Vite, 30 ans ; Célestine Varian, 5 ans ; Salvador Porpar, 24 ans ; ——, à l'institution St-Vincent ; Octave Terrio, 3 ans ; Mme G. Gauthreaux, 68 ans ; Evaline Duke, 4 ans.

Port Barrow.—Claophas Barroese, 26 ans.

Bruid Sacramento.—Perique Albarez, 32 ans ; Mme Emanuel Mestissine, 27 ans ; Elizabeth Cox, 7 ans ; Mme Perique Albarado, 32 ans ; Tyland Cox, 9 ans ; fille de A. J. Cox, âgée de 4 ans ; Mme Perique Albarez, 27 ans.

Premier Ward.—Euphémie Landry, 5 ans ; Camile Cambre, 5 ans ; Justilien Lemire, couleur, 70 ans.

Deuxième Ward.—Emilie Hicks, 20 mois ; John Augustus, couleur, 72 ans ; Albert Cassin, 3 ans ; enfant de Ant. Ourso, 4 ans ; Odalie Simoneaux, 15 ans.

Quatrième Ward.—Elma Cire, 2 ans ; Lidie Cire, 4 ans.

—Voici un tableau des cas et des décès constatés, dans les localités ci-dessous mentionnées, du 17 septembre au 19 octobre :

	Cas.	Décès.
Donaldsonville	436	66
Post Barrow	71	7
Smoke Rest	145	8
Brûlé Sacramento	180	29
Premier Ward	112	17
Deuxième Ward	96	7
Quatrième Ward	71	5
Rive gauche du fleuve	11	4
Total	1090	140
Blancs	949	130
Couleur	241	10

—Le fléau recule devant le vent du Nord.

—La liste de la fusion a été ratifiée par une grande assemblée.

—Une majorité des victimes de la fièvre jaune, la semaine dernière, se composait d'enfants.

—Les moulins à canne fonctionnent partout, et le rendement est satisfaisant dans toute la paroisse.

—M. Félix Reynaud a autorisé ses amis à le porter candidat aux fonctions de représentant.

ELECTION RADICALE A PARIS.—Voici le résultat d'une élection qui a eu lieu à Paris, le 6 octobre, pour le conseil municipal :

QUARTIER DES EPINETTES (17e arrond.)

Electeurs inscrits	5,697
Votants	3,071
MM. Henry Maret, candidat radical	1,561 ELU
Charles Rieder, candidat ordre	1,317
Bulletins nuls et voix perdues	193

—Le *National* confirme ce qui a été dit au sujet de l'interpellation que les députés doivent adresser au gouvernement sur le passage du discours de Remarella relatif au shergé. Sérieusement, loin de redouter cette interpellation, le gouvernement l'attend jusqu'aux dents, l'affond de pied ferme.

Voici ce que dit le *National* ;

On assure que les ministres de la droite sont dans l'intention d'interpeller le gouvernement, dès la rentrée des Chambres, sur les rapports des ecclésiastiques avec l'autorité.

Cette interpellation, qui n'a pour but que de reconstituer ce qu'il est convenu d'appeler l'Union conservatrice, n'est pas de nature à effrayer les membres du gouvernement.

Nous croyons savoir que si elle se produit, elle sera par M. Dufaure qui y répondra, mais bien M. Bardoux, ministre de l'instruction publique et des cultes, qui a pu réunir pendant les vacances un dossier assez complet des abus de pouvoir dans ces derniers temps.

On trouvera à la Quatrième Page la liste des candidats de l'Association conservatrice des Citoyens.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Nouvelle-Orléans, 25 octobre.
Temps plus chaud, éclair ou partiellement couvert, vents du sud et température à peu près stationnaire.

Température du 24 Octobre 1878.

Thermomètre de C. DUHAMEL, Opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade
6 h. du matin	60	10
Midi	68	21
3 P. M.	71	22
6 P. M.	67	20

La Fièvre Jaune.

SALLE DU BUREAU DE SANTÉ, Nlle-Orléans, 24 octobre 1878.

Décès d'hier, à midi, à cinq heures d'huit midi 14
Nouveaux cas 10
Vieux cas 59
69
Total des cas jusqu'à cette date... 12,668
Total des décès jusqu'à cette date 3,810

SAM'L CHOPPIN, D. M., Président du bureau de santé.
B. F. TAYLOR, Secrétaire.

Noms des personnes mortes de la fièvre jaune, ce dimanche, midi, à ce jour, midi :

Augustine Dethas, 6 ans, France, 501 rue Canal.

W. W. Collins, couleur, 5 ans, Nlle-Orléans, rue Clara, entre les rues Seconde et Troisième.

Charles Leslie, 7 ans, Nlle-Orléans, 272 rue Clio.

Wm. Schneider, 6 ans, Nlle-Orléans, rue Prytania, entre Constance et Laurel.

Robert K. Cornen, 1 an et 10 mois, Nouvelle-Orléans, coin Esplanade et Claiborne.

Percy C. Richards, 4 ans et 1 mois, Nouvelle-Orléans, 404 rue Dorgenois côté nord.

Marie F. Bonny, 4 ans, Nlle-Orléans, Greenville.

J. J. McDermott, 26 ans, Tennessee 368 rue St-Charles.

Ada O. Wuerpel, 8 ans, Nlle-Orléans, 233 rue Chesnut.

Joseph Sullivan, 50 ans, Irlande, coin Wall et Chesnut.

Anna M. Nuss, 5 ans et 2 mois, Nlle-Orléans, 58 rue Ste-Marie.

Jos. T. McQuaidan, 3 ans, Nlle-Orléans, 84 1/2 rue St-André.

Mary E. J. Bernin, 1 ans 10 mois, Nlle-Orléans, 973 rue Magazine.

Willie Barse, 4 ans et 6 mois, Nlle-Orléans, rue Touti, entre Palmyre et Gasquet.

Rév. Tiff. Foster, 27 ans, Louisiane, 543 1/2 rue Royale.

Mort à l'hospital de charité :

Ernestine Harah, 77 ans.

Hôpital de charité.—Nouveaux cas de fièvre jaune à l'hôpital de charité :

George T. Clindmaning, 38 ans, Dublin, Irlande ; inspecteur de grain, 501 rue du Canal ; venant de New York ; 10 mois en ville ; marié ; malade 1 jour.

Renvoyés guéris :

Francisco Pizzolato, 14 mois.
Selma Sacha, 10 ans.
Humphrey Haley, 55 ans.
Charles Brown, c., 21 ans.
William Kelly, 49 ans.
Benjamin Morris, 17 ans.
Thomas Flynn, 24 ans.

Le bureau de santé n'a pas siégé hier soir, faute de quorum. Les Drs Choppin, Taney, et M. Mott étaient seuls présents.

—Le Dr Choppin est d'opinion que les personnes non acclimatées qui viendraient à la Nouvelle-Orléans en ce moment seraient atteintes du fléau.

—Le bureau de santé annoncera, par une proclamation, l'époque à laquelle les absents pourront, sans crainte, rentrer en ville.

—Nous avons vu, dans la salle des séances, deux cartes admirablement dressées par M. Kohlhaasse, policeman de santé ; ce sont celles du premier et du deuxième districts. Elles indiquent les localités où les premiers cas de fièvre jaune se sont déclarés et celles où le fléau a sévi. Ces bonnes et les considère comme très utiles. M. Kohlhaasse a du talent, nous dit-on, à une carte du quatrième district.

—Le Dr Choppin s'est encore prononcé pour un système de quarantaine sévère, comme étant le seul moyen de s'assurer si la fièvre jaune est importée.

Paragraphes.—Extrait d'une lettre reçue de St. Jean Baptiste et datée du 23 octobre "Le personne atteinte de la fièvre jaune chez Mme. Edouard Haydel, est mieux ; notre shérif, Jos. Barcard, le pauvre, pas la journée ; j'en dirai autant de Félix Poché, auprès duquel il y a quatre médecins."

—Les piétons n'ont pas assez de place dans certaines parties de la rue du Canal.

—Le nombre de listes de candidats ne diminue pas la confusion.

—John Lemasters, Patrick Meade, S. Mayo, Henry Dickard, W. H. Reitzell, Charles Bernard, L. Arnulfe, Steve E. Boylan, Stephen Timoleo, H. G. Sinclair et E. A. C. Pellessé—font partie de la police, en qualité de surnuméraires, depuis la dernière séance du conseil

—Le colonel Smallwood ne veut pas représenter au sénat les *Nationals* du sixième district.

—Le conseil de ville, à sa prochaine séance, devra se prononcer sur une ordonnance qui confie les aliénés aux soins des Sœurs de l'Institution connue sous le nom de Louisiana Retreat.

—Les électeurs ne pourront pas se faire inscrire après le 1er novembre.

—Le champ étant ouvert à tout le monde, quelques candidats se donnent des airs.

—Le transfert d'armes d'un lieu à un autre excite la curiosité.

—Les *carpet baggers* tiennent ouverte leurs mes de voyage, en prévision d'une subite expulsion.

—La société de charité des pompiers va faire construire un vaste caveaux au cimetière Greenwood.

—Les chefs du gouvernement affirment qu'ils n'ont pas perdu la tête.

—Les actionnaires de la compagnie d'huile de la Louisiane élisent sept directeurs, le lundi, 4 novembre.

—On a essayé de s'introduire, de force, dans la nuit de mercredi à jeudi, chez M. Charles Miller, rue du Quartier, près Decatur. M. Miller a donné l'alarme et le coup malfaiteurs se sont éclipsés.

—Les membres de la commission médicale font en ce moment des recherches hors des limites de la ville et de Fibau.

—La question des *cleaners* qui doivent décharger les bateaux à vapeur n'est pas encore résolue ; les autorités municipales semblent en faire une étude approfondie.

—Il est probable que le comité qui a bien voulu s'occuper des chiens, des chats morts et des immondices, présentera son rapport ce matin.

—Neuf décès causés par la fièvre jaune, et cela ainsi que dans neuf nouveaux, ont été constatés au bureau de santé, hier, de midi à six heures du soir.

—La plupart des candidats mettent souvent la main à la poche.

—L'incertitude et l'anxiété sont peintes sur bien des visages.

—On se demande si l'établissement des abattoirs ne constituerait pas un monopole et ne priverait pas de travail une foule de journaliers.

—Le malheureux petit garçon, David Tanner, qui, en jouant auprès d'un feu de joie dans la rue en face de la résidence de ses parents, s'était brûlé la figure et une partie du corps, est mort hier dans l'après-midi.

—Un individu se nommant Patrick Meyers, est tombé hier d'un canon qu'il escaladait et s'est grièvement blessé ; il était dans un état d'ivresse lorsque l'accident lui est arrivé.

—Vers midi et demi, hier, le bateau à vapeur Henry Tête s'approcha des arrêts en se heurtant contre le quai en face de la rue Decatur.

—Vingt-six nouveaux cas de fièvre jaune sont annoncés à Carrollton.

Les troubles de la paroisse Concordia.

La correspondance suivante indique l'attitude prise par le gouverneur relativement aux troubles qui lui ont été signalés dans la paroisse Concordia.

Vidalia, La., 23 oct. 1878,
via Natchez, Miss.

Au gouverneur Nicholls,

Le juge C. Mayo, avocat de paroisse, me dit que vous lui avez ordonné d'instituer une enquête au sujet des troubles dans la paroisse Concordia a été le théâtre. Les meurtriers qui ont agi avec mes sont au nombre des notables du Nord de la Louisiane ; ils ont sous la direction du juge de paroisse et du shérif de Tensas, déjoué les émeutes qui ont éclaté. Le 13 et le 18 octobre, dans Tensas et Concordia. Ils désirent une enquête, mais en présence du fait que les autorités civiles de Concordia, bien que sachant parfaitement que les plus dangereux des émeutiers étaient de cette dernière paroisse, n'ont, à aucun moment, fait la moindre tentative pour rétablir l'ordre ni pour arrêter les perturbateurs, dont beaucoup ont été dans la ville de Vidalia, ils croient suggérer Popinion que la cour d'enquête indiquée par l'affidavit dont il vous est donné copie, n'est pas de nature à faire bonne justice à quiconque est mêlé à cette affaire. Conformément à cet affidavit, des ordres d'arrestation ont été lancés, et, il va sans dire que nous nous y sommes soumis sans la moindre hésitation. Le rapport officiel a été envoyé, aujourd'hui, par la poste, à l'adjudant général.

WADE R. YOUNG.

(Affidavit.)

State de la Louisiane,
Paroisse Concordia.

Personnellement est, soussigné, s'est présenté Joe Lambert (de cet Etat et de cette paroisse) qui, après avoir été dûment assermenté, a déclaré dans la nuit du 22 octobre 1878, étant incommodé par l'orage, il a été poussé par John Young, shérif, et Owen Wilcox, avocat du district de la paroisse Concordia, à accuser, devant Thos. M. Baugh, juge du 13e district judiciaire, Wade R. Young et Francis Shields, de la susdite paroisse, d'avoir commis certains actes contre la tranquillité, dignité de l'Etat de la Louisiane, vers le 19 octobre 1878, tandis qu'il savait bien que les accusés étaient innocents d'avoir, dans cette circonstance, enfreint les lois de l'Etat et n'étaient pas sur le lieux.

Signé, sous serment, pardevant moi, ce 23 octobre 1878.

(Signé) JOE X LAMBERT.
marque

WADE HOUGH
Juge du 13e district judiciaire.

La plainte ou l'affidavit est supprimé et nous ne pouvons ni savoir ce dont nous sommes accusés ni fournir de cautionnement pour être relachés.

WADE R. YOUNG.

Voici la réponse du secrétaire du gouverneur à la dépêche qu'on vient de lire :

Nlle-Orléans, 24 octobre 1878.

A M. Wade R. Young, à Vidalia, Lne :

Le gouverneur n'a donné aucun ordre de faire subir un interrogatoire à qui que ce soit. En réponse à une dépêche dans laquelle l'avocat de plusieurs notables disait que la guerre d'escalade indiquée par l'affidavit dont il vous est donné copie, n'est pas de nature à faire bonne justice à quiconque est mêlé à cette affaire. Conformément à cet affidavit, des ordres d'arrestation ont été lancés, et, il va sans dire que nous nous y sommes soumis sans la moindre hésitation. Le rapport officiel a été envoyé, aujourd'hui, par la poste, à l'adjudant général.

WADE R. YOUNG.

(Affidavit.)

State de la Louisiane,
Paroisse Concordia.

Personnellement est, soussigné, s'est présenté Joe Lambert (de cet Etat et de cette paroisse) qui, après avoir été dûment assermenté, a déclaré dans la nuit du 22 octobre 1878, étant incommodé par l'orage, il a été poussé par John Young, shérif, et Owen Wilcox, avocat du district de la paroisse Concordia, à accuser, devant Thos. M. Baugh, juge du 13e district judiciaire, Wade R. Young et Francis Shields, de la susdite paroisse, d'avoir commis certains actes contre la tranquillité, dignité de l'Etat de la Louisiane, vers le 19 octobre 1878, tandis qu'il savait bien que les accusés étaient innocents d'avoir, dans cette circonstance, enfreint les lois de l'Etat et n'étaient pas sur les lieux.

Signé, sous serment, pardevant moi, ce 23 octobre 1878.

(Signé) JOE X LAMBERT.
marque

WADE HOUGH
Juge du 13e district judiciaire.

La plainte ou l'affidavit est supprimé et nous ne pouvons ni savoir ce dont nous sommes accusés ni fournir de cautionnement pour être relachés.

WADE R. YOUNG.

Voici la réponse du secrétaire du gouverneur à la dépêche qu'on vient de lire :

Nlle-Orléans, 24 octobre 1878.

A M. Wade R. Young, à Vidalia, Lne :

Le gouverneur n'a donné aucun ordre de faire subir un interrogatoire à qui que ce soit. En réponse à une dépêche dans laquelle l'avocat de plusieurs notables disait que la guerre d'escalade indiquée par l'affidavit dont il vous est donné copie, n'est pas de nature à faire bonne justice à quiconque est mêlé à cette affaire. Conformément à cet affidavit, des ordres d'arrestation ont été lancés, et, il va sans dire que nous nous y sommes soumis sans la moindre hésitation. Le rapport officiel a été envoyé, aujourd'hui, par la poste, à l'adjudant général.

WADE R. YOUNG.

(Affidavits